

Le plein d'infos chaque jeudi

POLITIQUE • ECONOMIE • CULTURE • MONDE

**L'Hebdo**

www.hebdo.ch 0848 48 48 02 (tarif normal) BON POUR LA TÊTE

[Cette semaine](#) | [Archives](#) | [Events](#) | [Rencontres](#) | [Boutique](#) | [A propos de l'Hebdo](#) | [Contactez-nous](#) | [Abonnement](#) | [Publicité](#)

Mot(s)-cle(s)



BON POUR LA TÊTE

POLITIQUE

[ACTUALITÉ](#) [ÉCONOMIE & FINANCE](#) [SOCIÉTÉ](#) [POLITIQUE](#) [ÉCOLOGIE](#) [RÉACTIONS](#) [CULTURE](#)

DOSSIERS PERSONNALITÉS ENTREPRISES MIX & REMIX GUIDES FORMATION INTERVIEWS BLOGS ÉMISSION TV IMMOBILIER



HOME > [POLITIQUE](#) >

A- A+

2e pilier

## Le «NON» de la colère

Par *Michel Guillaume* - Mis en ligne le 24.02.2010 à 12:01

Apéro du samedi matin dans un restaurant du centre de Fribourg. Autour d'une bière, quatre sexagénaires discutent de tout et de rien, d'opéra, des dernières médailles suisses à Vancouver... Mais, soudain, leur bonne humeur se transforme en violente colère. «Cette équipe de guignols du Conseil fédéral est prête à sauver les escrocs de l'UBS, mais veut sabrer dans nos rentes, alors qu'ils font 3 milliards de bénéfice dans leurs comptes. C'est écœurant.»

La révolte gronde au sein de la population. Dix jours avant la votation du 7 mars sur la baisse du taux de conversion du 2e pilier de 6,8 à 6,4% d'ici à 2016, plus personne ne parie sur une victoire du «oui». Y compris chez ses plus fervents partisans: les partis bourgeois, les milieux économiques et les institutions de prévoyance.

Bien que fustigeant la «malhonnêteté intellectuelle» de la gauche, le député libéral-radical au Parlement jurassien, Serge Vifian le concède: «Cette baisse du taux de conversion est justifiée, mais elle sera balayée, car les gens en ont ras-le-bol d'une série d'affaires qui ont porté atteinte à la crédibilité du Conseil fédéral.»

Presque toutes les personnes interrogées par L'Hebdo, à gauche comme à droite, s'attendent à une majorité de «non» d'environ deux tiers le 7 mars. Un résultat incroyable si l'on songe que seuls la gauche et les syndicats s'opposent à la baisse des rentes dans un pays solidement ancré à droite.

**Vote sanction.** En fait, cette votation marque l'apparition d'un phénomène nouveau en Suisse. Le peuple s'apprête à sanctionner son gouvernement pour sa gestion calamiteuse de plusieurs dossiers: la mort programmée du secret bancaire, une banque UBS sauvée par l'Etat qui continue à distribuer des bonus, l'affaire libyenne... «Le peuple ne fait absolument plus confiance au Conseil fédéral», regrette le conseiller national PDC vaudois Jacques Neiryck, qui dresse le constat suivant: «Nous ne vivons plus en démocratie, mais en «a-cratie»: dans un pays sans pouvoir, sans majorité, sans programme.»

**Classe moyenne déstabilisée.** Autre phénomène qu'on perçoit dans les discussions de bistrot, mais qui devra encore être confirmé par des enquêtes scientifiques: la classe moyenne supérieure, celle qui approuvait la politique du Conseil fédéral sans céder aux sirènes du populisme, est en train de le lâcher. Vice-président de l'UDC suisse, le Neuchâtelois Yvan Perrin témoigne. «A la police, je connais des cadres qui gagnent entre 8000 et 10 000 francs par mois et qui, malgré la situation relativement confortable qu'ils ont acquise, craignent le lendemain. Ils

partiront bientôt à la retraite, mais ne savent toujours pas combien ils toucheront comme rente du 2e pilier.»

Le socialiste valaisan, Stéphane Rossini, abonde dans ce sens: «La tranche de revenus des 60 000 à 100 000 francs apparaît complètement déstabilisée. Les gens ont peur d'être touchés par le chômage, l'invalidité, un éventuel burn-out. Ils craignent un démantèlement du système de protection sociale.»








**Ingouvernable.** Le résultat du 7 mars annonce d'autres revers. La mini-11e révision bis de l'AVS – notamment âge de la retraite des femmes élevé à 65 ans – bientôt traitée par le Conseil national, n'a aucune chance devant le peuple. Pas plus que la révision de l'assurance chômage qui pénalise les jeunes.

«Nous entrons dans l'ère de l'irrationnel qui pourrait déboucher sur une crise institutionnelle, cela alors que la Suisse se positionne fort bien dans de nombreux classements internationaux, redoute le président du PDC suisse, Christophe Darbellay. Depuis le jour où l'Etat a dû sauver UBS, tout le monde s'en remet à maman Helvetia en cas de problème. Si chacun repousse la responsabilité sur l'Etat, ce pays deviendra ingouvernable.»

Le conseiller fédéral qui devra assumer la défaite du gouvernement, le ministre de l'Intérieur Didier Burkhalter, ne peut cacher une certaine inquiétude. «Si les partis politiques privilégient leurs intérêts électoraux à court terme plutôt que de résoudre les problèmes de société, nous deviendrons un pays comme les autres. Ce sera la fin de notre Sonderfall», note-t-il au terme d'une campagne lors de laquelle il s'est bien battu. Il se veut pourtant optimiste quant au maintien de ce particularisme helvétique. «Je ne l'espère pas, et je n'y crois pas non plus.»

*Réagir à cet article*

#### Dossier 'Canton de Fribourg'

-  Réseau. Albert Michel: De record en record (10.02.2010)
-  Fribourg, otage de l'UDC suisse (10.02.2010)
-  Dossier spécial Impôts 2010. Fribourg: Pour séduire, il faut déduire (27.01.2010)
-  Woodstock made in Switzerland (02.12.2009)
-  Délinquance. Mineurs: Chronique d'une justice ordinaire (25.11.2009)
-  Universités. Alexandre Vautravers: «Les étudiants ont peur de la concurrence» (25.11.2009)
-  Projecteurs. Obama, ce Fribourgeois! (11.11.2009)
-  PRÉSIDENCE. L'histoire belge de Joseph Deïss (21.10.2009)
-  Sans Suisses, pas de 14 juillet 1789 (08.07.2009)
-  Energie à l'oeil (30.04.2009)
-  Christophe Rasch: La télé veut être une alternative à la TSR (09.04.2009)

Tags: [Votations](#), [taux de conversion deuxième pilier](#),